

Tel que prononcé

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**Allocution de Son Excellence Docteur Papa Abdoulaye SECK, Ministre de  
l'Agriculture et de l'Equipement Rural**

**A l'occasion de la**

**40<sup>ème</sup> Session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour  
l'Alimentation et l'Agriculture – FAO**

**du 3 au 8 juillet 2017, à Rome**

**Thème : Sécurité Alimentaire et Changements Climatiques**

Monsieur le Président, chers collègues,

Tout d'abord, je voudrais saluer et féliciter le Directeur général de la FAO, le Professeur Graziano pour son leadership et pour le talent avec lequel il dirige cette Organisation si importante et si vitale pour l'avenir de l'agriculture mondiale.

Mesdames, messieurs,

Pour le Gouvernement du Sénégal, les changements climatiques constituent un enjeu planétaire et ne devraient pas être assimilés à ce qu'on pourrait appeler une mode parce que la mode ne s'inscrit pas dans la durée. Les sociologues du développement disent que la mode est une forme de laideur, si bien qu'il faut la changer tous les six mois. Donc, nous ne pouvons pas, au niveau de la communauté internationale, continuer à discourir sur les changements climatiques. Il faut plutôt agir. Et nos amis anglo-saxons disent: «We have to stop designing and implementing rural development into computer and go to the ground and indeed, try to transform the ground. Time is for action».

C'est pourquoi le gouvernement du Sénégal s'est posé une question fondamentale: que faire par rapport au changement climatique? Nous voulons partager avec votre auguste assemblée dix convictions fortes que nous avons face au changement climatique.

La première conviction pour nous, c'est la nécessité et l'urgence d'un changement des mentalités. En clair, nous pensons que les dérèglements climatiques ne constituent pas une fatalité en soi parce que l'homme peut effectivement y faire face grâce à des stratégies appropriées, l'homme étant évidemment la mesure de toute chose.

La deuxième conviction que nous avons, c'est qu'il est illusoire de parler de changement climatique sans la construction d'une recherche agricole forte. Oui, il faut une recherche agricole forte grâce à laquelle on mettra au point des variétés tolérantes aux déficits pluviométriques, et qui permettra d'avoir des techniques culturales susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'exploiter les terres nationales grâce

à l'utilisation de fourrages et de protéger les sols contre la salinité et promouvoir l'agroforesterie et l'arboriculture fluviale. Donc, la recherche agricole est fondamentale dans le cadre de la lutte que nous devons mener contre le changement climatique. C'est aussi grâce à cette recherche agricole que nous pourrons mettre au point des technologies qui nous permettrons de réfléchir autrement, de cultiver autrement, de récolter autrement, et enfin d'induire un changement positif et durable dans l'agriculture mondiale.

La troisième conviction que nous avons, c'est la fortification du Conseil agricole et rural. Sans Conseil agricole et rural fortifié, il n'est pas possible d'assurer la diffusion de techniques culturales pour l'émergence d'agricultures performantes, qui devront bien évidemment intégrer ce que nous appelons au Sénégal un amortisseur social, c'est-à-dire des bourses familiales, essentielles pour permettre aux pauvres de s'insérer dans le tissu économique.

Ensuite, la quatrième conviction que nous avons, c'est l'approche participative et itérative sans laquelle il n'est pas possible de véritablement définir des programmes d'atténuation visant à minimiser les risques climatiques, mais aussi des programmes d'adaptation permettant la promotion de produits agricoles dont le développement végétatif est conforme à la turbulence de l'environnement.

La cinquième conviction que nous avons, c'est qu'il faut des approches plus interdisciplinaires, qui permettent de mettre en synergies plusieurs spécialités en vue d'une prise en charge du réel. En effet, il est reconnu que tout démarche disciplinaire est réductrice par rapport à la globalité du réel. Donc il nous faut véritablement un brassage des différentes disciplines pour pouvoir prendre en charge cette problématique.

Ensuite, la sixième conviction que nous avons, c'est la promotion de technologies agro-écologiques pour concilier ce qu'on pourrait appeler les enjeux socio-économiques, les enjeux environnementaux et les enjeux de santé publique, car c'est cela qui va véritablement permettre d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre et favoriser aussi la durabilité, l'efficacité et l'efficience des capacités productives des écosystèmes. C'est pourquoi, au niveau du Sénégal, nous soutenons fortement l'initiative 4 pour 1000, initiative permettant effectivement de

concilier ces trois éléments : la socio-économie, l'environnement et les problèmes de santé publique.

Ensuite, la septième conviction que nous avons, c'est l'augmentation de l'investissement dans l'agriculture. Il est fondamental parce qu'il permettra aux petits exploitants de supporter le coût des innovations technologiques et de favoriser également un secteur privé agricole dynamique et des approches de chaînes de valeurs.

La huitième conviction que nous avons, c'est la formation et l'information des acteurs pour augmenter leur capacité opérationnelle à mieux identifier les problèmes et à agir avec célérité et pertinence, avec un accent particulier sur l'autonomisation des femmes et sur l'insertion intelligente des jeunes dans un secteur agricole qui se présente de plus en plus comme alternative crédible face aux préoccupations fondamentales des jeunes.

La neuvième conviction que nous avons, c'est la mise à niveau des services de météo et des statistiques pour l'obtention de données fiables permettant d'anticiper par rapport aux dérèglements climatiques. Il est impossible de gérer de façon optimale les changements climatiques sans service météo fiable, car c'est à partir des prévisions faites par les services météo que nous pourrons dessiner le profil de la campagne à venir et en conséquence élaborer des programmes d'atténuation et d'adaptation par rapport au changement climatique. Donc, si ces services météo ne sont pas en état, il est important de signaler que nous ne pourrons pas faire de prévisions fiables. Il en est de même des statistiques. Donc, au lieu de discourir sur les changements climatiques, demandons collectivement à la FAO d'aider les pays à avoir des services météo au point, ensuite des services statistiques qui pourront générer des données nous permettant d'anticiper par rapport aux événements du futur et inventer le futur de l'agriculture, au lieu de laisser le futur de l'agriculture inventer le monde.

Enfin et surtout, il faut aussi une adaptation d'un code de bonne conduite culturelle. C'est fondamental. Ce code doit s'appliquer à tous les pays pour nourrir le monde sans le détruire et accepter que les générations futures ont le droit d'exister et peut-être d'avoir un bien-être meilleur que celui que nous avons présentement.

C'est dire donc qu'au Sénégal nous avons lancé le concept de solidarité générationnelle agricole, qui signifie durabilité des capacités productives de nos écosystèmes. Puisqu'il faut conclure dans les cinq minutes, je dirais: «L'heure est à l'action!», pour que l'humanité se protège plus et mieux face au dérèglement climatique et dire enfin que demain doit exister et doit être meilleur qu'aujourd'hui. Or, en produisant mal, demain peut ne pas exister. Nous avons donc une responsabilité historique, celle de nous nourrir tout en laissant le soin aux générations futures de pouvoir se nourrir en intégrant cette donnée fondamentale que constituent les changements climatiques.

Je vous remercie de votre aimable attention.